



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Décision de non soumission à la réalisation d'une étude d'impact  
du projet de réhabilitation du secteur « Jean-Baptiste Clément »  
situé sur la commune de LILLE (59)**

Le préfet de la région Hauts-de-France  
préfet du Nord

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu le décret du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Georges-François Leclerc, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté du 19 juillet 2021 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Buchaillat, secrétaire général pour les affaires régionales des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°2021-0326, relative au projet de réhabilitation du secteur « Jean-Baptiste Clément » localisé entre la rue de l'Arbrisseau, le Faubourg d'Arras, la rue J-B Clément, et la rue Vaisseau le Vengeur sur la commune de Lille, reçue et considérée complète le 10 février 2022, publiée sur le site internet de la DREAL Hauts-de-France ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 10 février 2022 ;

Considérant que le projet relève, d'après les éléments fournis par le pétitionnaire, de la rubrique 39°a (travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R.111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R.420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup>) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature et l'ampleur du projet, qui consiste, sur un terrain d'assiette artificialisé d'environ 3 hectares, en la démolition de 3 bâtiments et des garages attenants, la construction de 185 logements et des commerces de proximité sur une surface de plancher de 14263 m<sup>2</sup>, la requalification des voiries, réseaux ainsi que les espaces verts ;

Considérant la localisation du projet à l'intérieur de l'armature urbaine de la commune, en dehors de tout zonage de protection environnementale et de captage d'eau destiné à la consommation humaine, dans un secteur couvert par le programme d'actions et de prévention des risques liés aux cavités ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à réaliser des études microgravimétriques en collaboration avec le service des carrières de la Ville de Lille pour s'assurer de la compatibilité du projet avec l'état des sols ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## DÉCIDE

### Article 1er

La décision tacite d'examen au cas par cas n°2021-0326 en date du 17 mars 2022, soumettant le projet de réhabilitation du secteur « Jean-Baptiste Clément » localisé entre la rue de l'Arbrisseau, le Faubourg d'Arras, la rue J-B Clément, et la rue Vaisseau le Vengeur sur la commune de Lille à la réalisation d'une étude d'impact est retirée et remplacée par la présente décision.

### Article 2

Le projet de réhabilitation du secteur « Jean-Baptiste Clément » localisé entre la rue de l'Arbrisseau, le Faubourg d'Arras, la rue J-B Clément, et la rue Vaisseau le Vengeur sur la commune de Lille n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact, sous réserve de réaliser des études microgravimétriques en collaboration avec le service des carrières de la ville de Lille pour s'assurer de la compatibilité du projet avec l'état des sols.

### Article 3

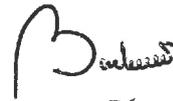
La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 4

La présente décision sera publiée sur le site internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **28 MARS 2022**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général pour les  
affaires régionales



Laurent BUCHAILLAT

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

**1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

***Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :***

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

***Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.***

**2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact**

***Recours gracieux :***

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

***Recours hiérarchique :***

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoia A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

***Recours contentieux :***

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

*Les particuliers et les personnes de droit privé peuvent saisir le tribunal administratif par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

